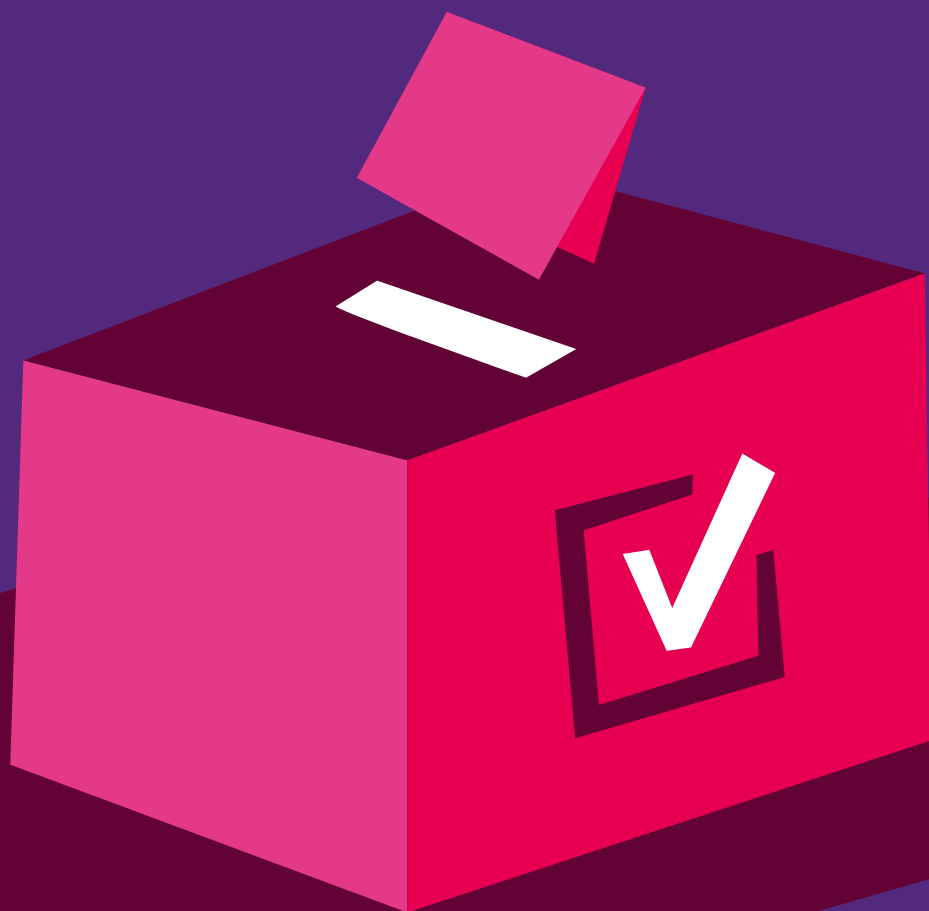


GUIDE POUR LES

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2025



Des choix éclairés :  
**VOTRE VOTE, VOTRE VOIX.**



**OXFAM**  
Québec

© Oxfam-Québec 2025

Oxfam-Québec est une organisation de solidarité internationale, sans but lucratif et non partisane. En nous attaquant aux causes profondes des inégalités qui fracturent nos économies, notre planète et nos sociétés, nous agissons pour les droits des femmes, la justice économique et la justice climatique. Nous sommes membres de la confédération Oxfam, un mouvement qui unit des millions de personnes en faveur d'un monde juste et durable. Ensemble, nous luttons contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, maintenant et à long terme.

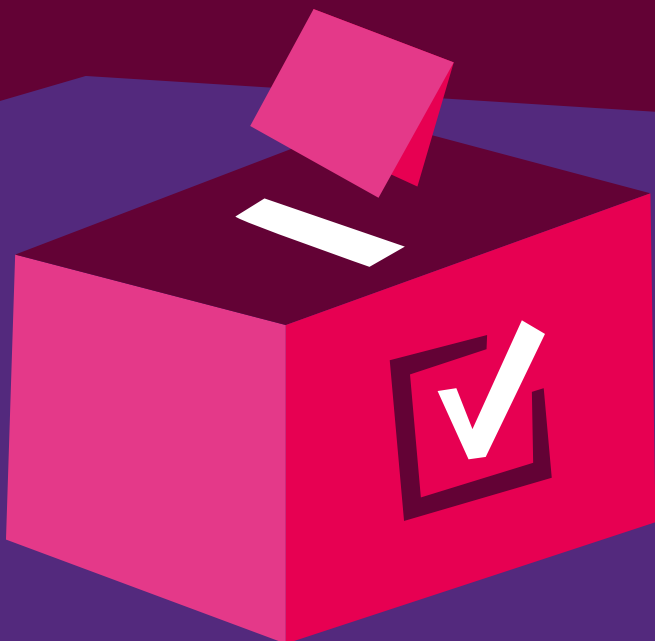
## GUIDE POUR LES

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2025

Les élections du 28 avril seront un moment clé pour façonner l'avenir du Canada et sa contribution à un monde plus juste et durable.

Économie, climat, santé, relations internationales, aide au développement sont en jeu – autant de sujets qui nous concernent toutes et tous, alors que l'actualité est turbulente et préoccupante.

La campagne électorale est l'occasion de demander des engagements politiques concrets qui auront un réel impact sur le plus grand nombre de personnes, notamment les personnes les plus vulnérables, ici et ailleurs dans le monde.



## Ce guide vise à :

### OUTILLER

Nous vous proposons des clés pour mieux comprendre certains enjeux électoraux sous l'angle de l'action d'Oxfam-Québec. En ayant connaissance des défis et des solutions possibles, vous serez en mesure d'engager des conversations constructives avec votre entourage et les personnes candidates de votre circonscription.

### INFLUENCER

Il est essentiel d'attirer l'attention des futur·e·s candidates et candidats parlementaires sur des questions fondamentales qui ne sont peut-être pas sur leur radar. Collectivement, nous pouvons appeler à des changements significatifs dans les lois, les politiques et les programmes publics.

### FAISONS ENTENDRE NOS VOIX, POSONS DES QUESTIONS ET PASSONS À L'ACTION !

Ensemble, nous pouvons faire de cette campagne électorale un tremplin pour montrer que les actions en matière d'équité et de durabilité sont dans l'intérêt des Canadiennes et des Canadiens, et convaincre le prochain gouvernement d'en faire une priorité.

# FREINER LA PAUVRETÉ ET

# LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Réduire et prévenir la pauvreté est possible en s'attaquant aux causes profondes des inégalités et en fournissant un soutien financier et des services publics adéquats pour celles et ceux qui en ont besoin. Une fiscalité plus équitable permettrait aussi de s'assurer que les ultrariches contribuent à leur juste part et de générer de nouveaux revenus pour financer les services publics et la transition écologique.

## QUELS SONT LES ENJEUX ACTUELS ?

---

Joindre les deux bouts est devenu un casse-tête quotidien pour un nombre grandissant de personnes au Québec et au Canada.

---

Les prix de la nourriture, du logement, du chauffage et des transports ont considérablement augmenté depuis 2020. Le taux de pauvreté économique au Canada est passé de 6,4% à 9,9% en 2022, et la pauvreté est plus répandue chez les familles monoparentales, dont la majorité sont dirigées par des femmes.

Pendant ce temps, le pays est aux prises avec un accroissement des inégalités. En 2024, la fortune des milliardaires canadiens a augmenté de près de **310 MILLIONS DE DOLLARS PAR JOUR**, alors que **3,8 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT DANS LA PAUVRETÉ**. La richesse totale des **65 MILLIARDAIRES CANADIENS AVOISINE DÉSORMAIS LES 500 MILLIARDS DE DOLLARS**. Les gains en capital continuent, après le recul récent

du gouvernement fédéral, à être imposés seulement à moitié, alors que 100% des salaires sont assujettis à l'impôt. Par ailleurs, **LES PROFITS EXCÉDENTAIRES DES ENTREPRISES ONT EXPLODÉ** et le taux d'imposition des sociétés fédérales est passé de 28 % en 2000 à 15 % actuellement.

La fiscalité du Canada doit s'attaquer à ses angles morts. Après tout, les grandes entreprises (et les personnes ultrariches qui en sont souvent actionnaires) profitent aussi d'un personnel instruit et qualifié, d'un système de santé accessible, de routes et d'infrastructures de transport, de services de garde, de forces de l'ordre et d'un système judiciaire. Des réformes fiscales ambitieuses pourraient générer plus de **409 MILLIARDS DE DOLLARS EN 10 ANS** pour lutter contre la pauvreté, renforcer les services publics et accélérer une transition énergétique juste. L'instauration d'un **IMPÔT SUR LA FORTUNE**, une inclusion plus complète des **GAINS EN CAPITAL IMPOSABLES**, un impôt sur les grands héritages et des **MOYENS RENFORCÉS DE LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE** permettraient d'assurer un régime fiscal au service de l'ensemble de la population.

# CE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT FAIRE



**STIMULER LA CONCURRENCE DANS LE SECTEUR CANADIEN DE L'ALIMENTATION ET FAIRE DE LA PLACE AUX PETITES ÉPICERIES** pour qu'elles puissent entrer et rester sur le marché, surveiller les prix abusifs, la « récession-inflation », et freiner la domination des grandes entreprises de l'alimentation. Accroître la transparence et l'accès aux informations sur les prix et les données alimentaires.



**METTRE EN PLACE UN IMPÔT PERMANENT SUR LA FORTUNE VISANT LE 1 % DES PERSONNES LES PLUS RICHES.** Cet impôt devrait être d'au moins 2 % sur les fortunes de plus de 5 millions \$, de 3 % au-delà de 50 millions \$ et de 5 % au-delà d'un milliard \$. La Norvège a mis en place un impôt sur la fortune.



**INSTAURER UN IMPÔT SUR LES GRANDES SUCCESSIONS,** soit celles s'élevant à plus de 5 millions \$.



**TAXER LES PROFITS EXCESSIFS DES ENTREPRISES** canadiennes qui bénéficient des crises mondiales ou de leur position dominante sur le marché. Pendant la pandémie, la taxe sur les profits excédentaires des banques et des compagnies d'assurance a créé un précédent important; une telle taxe devrait aussi viser les secteurs du pétrole, du gaz et de l'alimentation.



**SOUTENIR L'INITIATIVE D'UN IMPÔT MINIMAL MONDIAL DE 15 %** sur les multinationales, suivant un récent accord fiscal ente 138 pays ainsi que les exigences de l'ONU et de l'OCDE, afin de lutter contre l'évasion fiscale.

## QUESTIONS AUX PERSONNES CANDIDATES

- Votre parti a-t-il un plan pour **EMPÊCHER LA HAUSSE CONTINUE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES** et faire en sorte que les grandes chaînes d'épicerie ne contribuent pas à une récession-inflation ?
- Votre parti s'engage-t-il à instaurer un **IMPÔT PERMANENT SUR LA FORTUNE** des ultrariches pour financer les services publics ?
- Si votre parti forme le prochain gouvernement, introduirez-vous une **TAXE SUR LES PROFITS EXCESSIFS** des grandes entreprises qui polluent et profitent des crises et de l'inflation ?
- Quelles mesures votre parti prendra-t-il pour s'assurer que les plus riches et les grandes entreprises **ÉVITENT LES PARADIS FISCAUX** ?

## RÉPONDRE À

# L'URGENCE CLIMATIQUE

La crise liée aux changements climatiques rend la vie plus chère et plus dangereuse. Des mesures climatiques ambitieuses permettront d'économiser à long terme, de bâtir des sociétés plus résilientes et de créer de bons emplois. Avant tout, ces mesures réduiront les dommages climatiques (inondations, tempêtes, sécheresses, canicules) qui ravagent des communautés dans les pays du Sud depuis plusieurs années déjà, et heurtent de plus en plus celles du Nord.

## QUELS SONT LES ENJEUX ACTUELS ?

**La crise climatique continue de s'intensifier et ne ralentira que si nous changeons nos modes de vie et nos politiques.**

L'élection fédérale sera déterminante pour que l'action climatique demeure une priorité au Canada, malgré l'instabilité du contexte économique. Il est essentiel que les solutions économiques d'urgence ne se fassent pas au détriment de la lutte contre les changements climatiques.

**LIMITER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE** – premier secteur émetteur de carbone au Canada – est un **TEST DÉCISIF** pour tous les partis politiques. Il est également crucial **D'INVESTIR DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**, tant au Canada qu'à l'étranger, pour aider les communautés en première ligne à se préparer à des impacts de plus en plus sévères.

La finance durable est un levier puissant pour exiger des industries qu'elles atteignent les cibles de réduction des gaz à effet de serre. Pour l'instant, les institutions financières continuent de se ranger du côté des intérêts privés du secteur pétrolier et gazier plutôt que de

défendre les intérêts de la population canadienne. Il est urgent que les banques, les compagnies d'assurance et les fonds d'investissement soient tenus à plus de transparence sur l'empreinte carbone complète de leurs investissements, et à se désengager effectivement du secteur des industries fossiles.

Le Canada, **12<sup>E</sup> PLUS GRAND ÉMETTEUR DE CARBONE AU MONDE** et l'un des **10 PAYS LES PLUS RICHES, A LA RESPONSABILITÉ DE SOUTENIR LES PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE** dans leur lutte contre la crise climatique.

Par ailleurs, les pays du Sud font face à de violents événements climatiques et n'ont pas les moyens de s'adapter ou de réparer les dégâts et de protéger les populations – notamment parce que ces États consacrent 48% de leur budget à rembourser leur dette extérieure, souvent à des institutions financières du Nord. Le Canada s'est engagé à verser seulement 16 millions de dollars annuellement au Fonds mondial pour les pertes et dommages. Les conséquences des changements climatiques coûtent en réalité 400 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale.

## CE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT FAIRE



Imposer un **PLAFOND SUR LES ÉMISSIONS DE CARBONE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE.**



Obliger les **DIRIGEANT-E-S DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES À ALIGNER LEURS INVESTISSEMENTS AVEC LES OBJECTIFS CLIMATIQUES** canadiens et internationaux, à publier un plan de transition vers des investissements plus verts, et à rendre compte annuellement des avancées de ce plan.



Augmenter le **FINANCEMENT CLIMATIQUE INTERNATIONAL DU CANADA POUR QU'IL S'ÉLÈVE À 12 MILLIARDS \$ PAR AN** d'ici 2030, en phase avec le nouvel objectif adopté à la COP29 de tripler l'enveloppe mondiale accessible aux pays du Sud pour atteindre 300 milliards \$US par an d'ici 2035.

Ce montant inclurait 500 millions \$ pour le Fonds pour les pertes et dommages.

## QUESTIONS AUX PERSONNES CANDIDATES

- Votre parti a-t-il un **PLAN POUR RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE GRÂCE À DES MESURES CLIMATIQUES**, comme les incitatifs pour les habitations écologiques, les transports collectifs et les programmes d'efficacité énergétique ?
- Votre parti s'engage-t-il à **RÉGLEMENTER LES BANQUES CANADIENNES POUR INCITER LEUR DÉSINVESTISSEMENT GRADUEL DU SECTEUR DES HYDROCARBURES ?**
- Si votre parti forme le prochain gouvernement, **AUGMENTERA-T-IL LE FINANCEMENT CLIMATIQUE INTERNATIONAL DU CANADA** pour soutenir les pays du Sud, qui subissent les plus graves conséquences des changements climatiques sans y avoir contribué

PRÉSERVER

# LA VIE ET L'ÉGALITÉ

Dans un monde instable et incertain, le Canada doit maintenir son engagement en faveur de l'aide humanitaire et de la coopération mondiale pour la paix, la justice, les droits humains et les droits des femmes.

## QUELS SONT LES ENJEUX ACTUELS ?

**Des conflits armés font rage sur plusieurs continents, l'incertitude économique règne et des millions de personnes fuient les persécutions et les effets dévastateurs des changements climatiques.**

Le monde connaît davantage d'urgences humanitaires causées par des phénomènes météorologiques extrêmes : les besoins liés à ces événements ont été multipliés par huit au cours des vingt dernières années, selon l'ONU. À l'échelle mondiale, **LA PAUVRETÉ ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ATTEIGNENT DES NIVEAUX CRITIQUES : 345 MILLIONS DE PERSONNES SUR LA PLANÈTE** – soit huit fois la population totale du Canada – souffrent de faim aiguë, tandis que près de 3,6 milliards vivent dans la pauvreté, soit autant qu'en 1990. Par ailleurs, les droits des femmes et les progrès en matière d'égalité des genres sont menacés dans de nombreux pays.

Face à ces défis, réduire l'aide internationale comme l'ont récemment fait les États-Unis, mais aussi le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne ou encore les Pays-Bas, est un non-sens. Alors que **L'AIDE REPRÉSENTE EN RÉALITÉ UNE INFIME PORTION DU BUDGET** des États (en moyenne 0,4% du PIB des pays bailleurs – donc moins d'un demi-cent pour chaque dollar de revenu annuel), son impact sur la survie, la dignité, l'égalité et le développement économique des populations les plus vulnérables de la planète est considérable.

Les droits humains et le droit international humanitaire ont toujours été des pierres angulaires de notre politique étrangère. Cette posture de principe, humaine et solidaire, a souvent permis au Canada de se démarquer et d'inspirer d'autres États. Au cours des neuf dernières années, le Canada a joué un rôle de premier plan dans le financement de programmes qui promeuvent les droits des femmes et leur autonomisation économique à l'échelle mondiale, notamment l'accès aux ressources financières, à la terre et au soutien à l'entrepreneuriat. En 2019, le Canada a annoncé un soutien de 10 ans à la santé et les droits des femmes et des filles dans le monde (2020-2030).

**LA RESPONSABILITÉ DU CANADA NE S'ARRÊTE PAS À SES FRONTIÈRES.** Cette élection déterminera la manière dont le Canada s'engagera dans le monde maintenant et au cours de la prochaine décennie.

# CE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT FAIRE



**RENFORCER LES INSTITUTIONS ET LES PROCESSUS MULTILATÉRAUX QUI CRÉENT DE VÉRITABLES SOLUTIONS** pour les personnes vivant dans la pauvreté. Le Canada ne doit pas tomber dans une mentalité isolationniste, mais plutôt favoriser un monde multipolaire qui traite les pays à revenu faible et intermédiaire en tant que partenaires égaux.

.....



**AUGMENTER L'AIDE INTERNATIONALE DU CANADA** (actuellement à peine 0,3% du PIB) pour faire face aux catastrophes climatiques, aux migrations forcées et aux inégalités sociales qui alimentent la pauvreté et les conflits. Pour que chaque dollar compte, une plus grande partie de l'aide publique au développement du Canada devrait être acheminée vers les organisations de la société civile locale, qui connaissent le mieux leur contexte et sont déjà sur le terrain en cas de crise.

.....



**METTRE FIN AUX TRANSFERTS D'ARMES VERS LES ÉTATS QUI COMMETTENT DES VIOLATIONS GRAVES DES DROITS HUMAINS.** Cesser les exportations militaires vers les pays qui enfreignent le droit international et s'engager en faveur d'une politique étrangère qui donne la priorité à la paix et à la justice telles que conçues par les populations concernées.

## QUESTIONS AUX PERSONNES CANDIDATES

- Si votre parti forme le prochain gouvernement, le budget de **L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT** du Canada augmentera-t-il pour répondre aux besoins croissants à l'échelle internationale et **ATTEINDRE LA CIBLE DE 0,7% DU PIB FIXÉE PAR LES NATIONS UNIES?**
- Votre parti renforcera-t-il la coopération multilatérale pour relever les grands défis mondiaux tels que **L'INÉGALITÉ ENTRE LES GENRES, LA PAUVRETÉ ET LA CRISE CLIMATIQUE?**
- Face aux reculs croissants et à la réduction de l'aide des autres gouvernements donateurs, quelles actions concrètes prendra votre parti pour défendre et promouvoir **L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ?**
- Quels moyens prendra votre parti pour **CONTRENER L'EFFRÈTEMENT DU RESPECT DES RÈGLES DU DROIT INTERNATIONAL**, en particulier du droit international humanitaire qui protège les populations civiles dans les contextes de conflits armés?

# À L'AUBE DES ÉLECTIONS, VOTRE VOIX EST INDISPENSABLE

## POUR FAVORISER UN DÉBAT SUR L'ENGAGEMENT DU CANADA EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS.

En discutant avec vos candidates et candidats et en leur posant des questions pertinentes, vous pouvez souligner l'importance du lien entre la pauvreté, les inégalités, le développement et le bien-être de la population canadienne. Ensemble, faisons en sorte que les futur-e-s parlementaires et ministres, quel que soit leur parti politique, reconnaissent l'importance de s'attaquer à la fois aux causes et aux conséquences des inégalités, tout en s'assurant que les femmes soient présentes aux tables de décision.



POUR PLUS D'INFORMATION,  
VISITEZ NOTRE SITE INTERNET :  
**OXFAM.QC.CA**



**OXFAM**  
Québec